

Le **GREAM** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 027

" Réfléchir à changer "

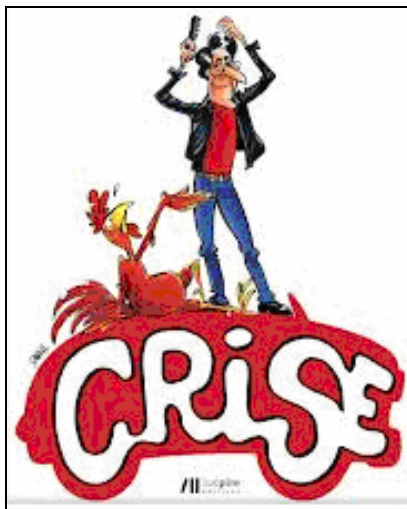
Mars 2013

La démocratie à l'épreuve de la crise - Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre -



Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, François Koné

Editorial



Dans leur ensemble, les personnes interrogées en décembre 2012 lors des enquêtes Afrobaromètre sont plus ou moins partagées entre leur appartenance nationale et de groupe ethnique ou culturel. Près de la moitié d'entre elles se sentent uniquement maliens contre un tiers qui se

sent autant malien que de son groupe ethnique. Au total donc 4 maliens sur 5 se sentent au moins maliens. Le cinquième restant se sent plus du groupe que malien dans un cas sur deux, l'autre moitié étant partagé entre être plus malien que de son groupe ou être uniquement de son groupe.

Ces statistiques sont à mettre en perspective dans les changements de perceptions des autres groupes suite à la crise. Aussi, celle-ci n'a provoqué ni haine ni méfiance envers les autres groupes ethniques. Au contraire, elle a plutôt provoqué de la haine envers les terroristes étrangers et de la sympathie envers l'armée, toute chose pouvant aider à la stabilisation du pays et au retour à la cohésion sociale dans la diversité et l'acceptation des différences.

Massa Coulibaly

Introduction

Depuis 2000, le Mali est impliqué dans les enquêtes Afrobaromètre et a depuis participé à tous ses 5 rounds, 2000, 2002, 2005, 2008 et 2012. Afrobaromètre est un projet de recherche indépendant regroupant 35 pays africains à ce jour. Son ambition est de donner de la voix aux citoyens africains dans le processus décisionnel en fournissant des données de sondage de haute qualité scientifique. Pour ce faire, il mesure la perception des citoyens sur leur environnement social, politique et économique, dans chaque pays enquêté et à travers le continent, par la production de données scientifiques fiables et comparatives.

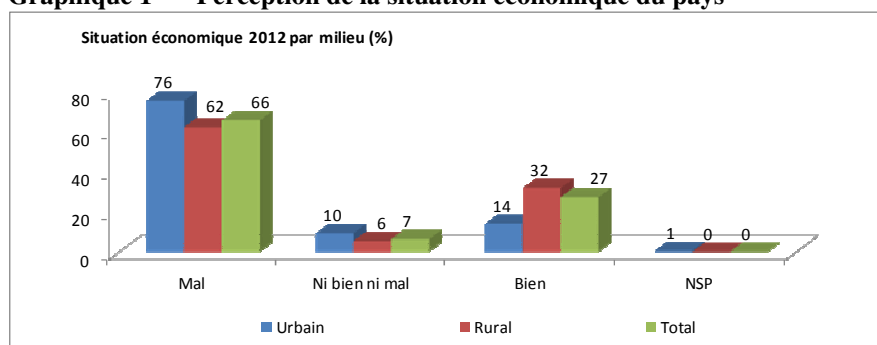
La méthodologie d'enquête a consisté en des interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire commun avec quelques spécificités nationales. Les ménages sont tirés au hasard dans chaque PSU (unité primaire d'échantillonnage). Les répondants sont tirés au hasard dans le ménage pour constituer un échantillon de 1'200 adultes avec autant d'hommes que de femmes.

L'échantillon est constitué de 26% d'urbains contre 74% de ruraux, 88% de musulmans contre 4% de chrétiens, 3% d'animistes et 5% de sans religion. Il faut noter qu'il ne couvre pas les 3 régions du septentrion, à savoir Tombouctou, Gao et Kidal, inaccessibles au moment de l'enquête pour des raisons d'occupation et d'insécurité évidente, régions qui recouvrent moins de 10% de la population du pays..

1. Contexte économique et sécuritaire

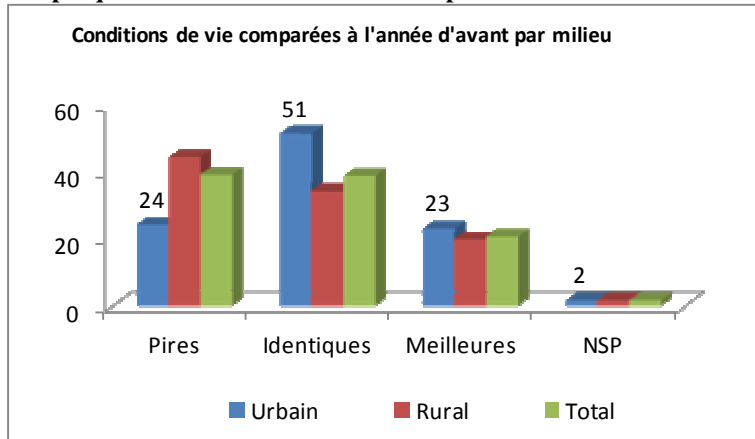
En 2012, dans l'ensemble, la situation économique du pays est jugée mauvaise par les citoyens à hauteur de 66% (Graphique 1). Seulement un peu plus du quart (27%) des citoyens estime que la situation économique est bonne. Très peu de citoyens pensent que la situation n'a changé ni en bien ni en mal. Les urbains sont les plus nombreux à ressentir une situation économique mauvaise, 76% contre 62% pour les ruraux.

Graphique 1 Perception de la situation économique du pays



En comparaison à l'année précédente (2011), peu de maliens (un peu plus de 1/5) estiment que leurs conditions de vie se sont améliorées. Bien au contraire, ils sont 40% à percevoir une détérioration de leurs conditions de vie et près de 40% à estimer que leurs conditions de vie sont restées les mêmes qu'en 2011. Les conditions des ruraux se sont empirées (44%) plus que la moyenne et celles des urbains se sont améliorées (23%) plus que la moyenne même si plus de la moitié des urbains (51%) estiment que leurs conditions de vie n'ont pas changé par rapport à 2011 (Graphique 2).

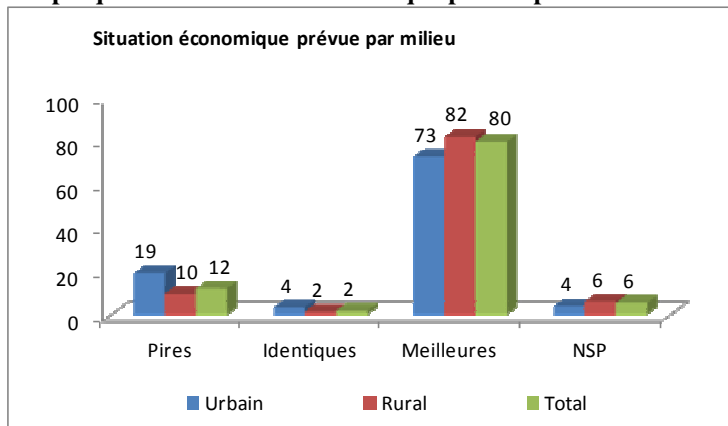
Graphique 2 Conditions de vie comparées à l'année d'avant



2. Perspectives socioéconomiques

En perspective, les citoyens se montrent très optimistes quant à la situation économique du pays. La grande majorité de ceux-ci, du milieu rural (82%) comme du milieu urbain (73%), prédisent une amélioration de la situation économique dans l'avenir. Cependant, les ruraux ont foi en l'avenir un peu plus que les urbains qui sont 19% à prévoir un empirement et 4% à anticiper le statu quo sur la situation économique (Graphique 3).

Graphique 3. Situation économique prévue par milieu



3. Crise sociopolitique

Comme principale cause de la crise, les citoyens avancent en premier le manque de patriotisme des dirigeants (31%), suivi par la faiblesse de l'Etat (17%), les terroristes étrangers (11%), l'incompétence de la classe politique (9%) et la convoitise des ressources naturelles (5%). Dans la perception des citoyens, ni la convoitise des ressources naturelles ni le coup d'Etat encore moins la pauvreté (3% chacun – le coup d'Etat étant essentiellement mentionné par les seuls intellectuels de niveau supérieur d'enseignement) ne sauraient constituer les principales causes de la crise. Les dirigeants et l'Etat de façon générale sont plutôt pointés du doigt par les maliens.

En fonction de ce que les citoyens croient être à l'origine ou ayant joué un rôle dans la crise actuelle, il s'est développé un sentiment de haine envers certains acteurs ou institutions. Les terroristes étrangers focalisent la haine des maliens (79%) suite à la crise. Pire, une part non négligeable des citoyens (29%) ont développé de la haine pour d'autres groupes ethniques. Ce qui pourrait présager du début d'une certaine fracture au sein de la société malienne. Les partis politiques et la démocratie de façon générale font aussi l'objet de cette haine probablement en raison de la perception qu'ils ont pu jouer un rôle négatif d'une manière ou d'une autre dans la crise.

La préférence pour la démocratie a augmenté de 61% à 71% entre 2000 et 2002, baissé jusqu'à 68% en 2005, augmenté de nouveau à 72% en 2008 pour enfin chuter jusqu'à 62% en 2012. Même si les démocrates inconditionnels constituent encore plus de la moitié des citoyens, une frange considérable des maliens (au moins 28%) ne privilégie pas, dans tous les cas, la démocratie par rapport à toute autre forme de gouvernement. Aussi, peu de maliens estiment-ils que le Mali est une pleine démocratie. La crise semble avoir changé négativement la perception des citoyens sur le niveau de démocratisation au Mali.

De toutes les voies de sorties de crise proposées par les répondants, le dialogue entre l'Etat et les groupes armés et la guerre entre l'armée malienne et les groupes armés sont de loin les deux premières solutions préconisées respectivement dans 29 et 25% des cas. La guerre avec l'appui de la CEDEAO, un Etat fort viennent ensuite avec respectivement 13 et 12%.

4. Confiance aux institutions

En 2012, c'est l'armée qui bénéficie du maximum de confiance (67%) parmi toutes les institutions retenues dans l'enquête. Viennent ensuite le Conseil communal (54%), la police (49%) et les tribunaux (46%). Les deux premières institutions de la République que sont le Président de la République et l'Assemblée nationale sont créditées respectivement de 43 et 42% de confiance. Le plus faible niveau de confiance va aux partis politiques; les partis de l'opposition ayant la confiance de seulement 31% des maliens et ceux du pouvoir 37%.

Confiance aux institutions				
	2002	2005	2008	2012
Président	72	81	65	43
Assemblée nationale	62	70	61	42
CENI	46	53	53	40
Conseil communal	51	74	59	54
Partis pouvoir	59	67	55	37
Partis opposition	40	46	42	31
Police	63	73	50	49
Armée	80	87	---	67
Tribunaux	50	55	43	46